

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LIBYE: RABAT ANNONCE UNE RENCONTRE ENTRE DÉPUTÉS LIBYENS RIVAUX

Des parlementaires représentant les deux camps libyens, le gouvernement d'union (GNA, reconnu par les Nations Unies), à l'Ouest, et un pouvoir à l'Est incarné par le maréchal Khalifa Haftar, vont se rencontrer dimanche au Maroc, a-t-on appris de source diplomatique marocaine. Cette rencontre réunissant deux délégations de cinq députés est prévue dans une station balnéaire située au sud de Rabat, selon la même source.

ALGÉRIE: LA DÉFERLANTE ANTIRÉGIME DU "HIRAK" PEUT-ELLE REPREDRE ?

Après plus d'un an de marches hebdomadaires, stoppées net par le coronavirus, le "Hirak", soulèvement populaire inédit et pacifique en Algérie, est à la croisée des chemins à deux mois d'un référendum sur une réforme constitutionnelle censée répondre à ses aspirations. Oran, Alger, Tlemcen, Ouargla, Béjaïa ou Biskra. Ces dernières semaines, des tentatives de mobilisation se sont multipliées à travers l'Algérie

NAVALNY: BERLIN FIXE UN ULTIMATUM DE QUELQUES JOURS À MOSCOU

Le bras de fer germano-russe autour d'Alexei Navalny s'est durci, Berlin fixant un ultimatum pour avoir des explications sur son empoisonnement avant de possibles sanctions, tandis que Moscou a accusé l'Allemagne de retarder l'enquête. "Fixer des ultimatums n'aide personne, mais si dans les prochains jours la partie russe ne contribue pas à clarifier ce qui s'est passé. Alors nous allons devoir discuter d'une réponse avec nos partenaires", a averti le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas.

Mali : malade, IBK s'envole pour les Emirats

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP) Libreville/Gabon

Le week-end écoulé, la situation politique au Mali a connu un nouveau rebondissement. L'ex-président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, a quitté samedi soir Bamako pour des soins aux Emirats arabes unis. Toute chose qui intervient plus de deux semaines après son renversement par une junte.

Ainsi, à en croire une source aéroportuaire, le président déchu "a quitté par vol spécial Bamako cette nuit pour Abou Dhabi pour des soins" médicaux. Une information confirmée par sa famille qui a indiqué qu'"il a été autorisé à partir avec deux personnes à Abou Dhabi" à bord d'un avion affrété par les Emirats.

De son côté, un responsable de la Junte a expliqué que cette sortie du pays était due à des raisons humanitaires. Sans préciser les conditions de leur accord. Toutefois, ce départ, pour des soins à l'étranger de M. Keïta, 75 ans, avait été évoqué peu après sa chute le 18 août. Il s'est précisé en début de semaine dernière à la suite, selon ses médecins, d'un court AVC pour lequel il a été hospitalisé mardi dans une clinique de Bamako qu'il a quittée jeudi dernier. Malgré ce qu'il se passe à Bamako, avec l'avènement d'un nouveau régime, la crise sécuritaire persiste. Samedi dernier en matinée, deux militaires de la force française au Sahel "Barkhane" ont été tués et un grièvement blessé par une bombe artisanale dans la région de Tessalit (nord), selon un communiqué de la présidence française. Au moins dix soldats maliens avaient été tués en milieu de cette semaine dernière dans une embuscade dans le centre du pays, près de la frontière mauritanienne.

En outre, sous la pression des voisins ouest-africains, la junte malienne a ouvert le week-end des concertations sur la transition. Ces discussions devraient se poursuivre jusqu'au 12 septembre prochain. "Nous abordons une nouvelle histoire de notre pays. Cette étape cruciale nécessite une profonde réflexion et l'implication de l'ensemble des filles et des fils de la



Le président déchu est hospitalisé aux Emirats

nation", a plaidé à l'ouverture des travaux Malick Diaw, numéro deux du "Comité national pour le salut du peuple" (CNSP).

A note qu'aucun représentant de la Coordination des mouvements

de l'Azawad (CMA), l'ex-rébellion à dominante touareg, signataire de l'accord de paix de 2015, n'était présent. Dans un communiqué, la CMA juge que "les mesures de confiance nécessaires à la construc-

tion d'un partenariat pour des responsabilités partagées ne semblent pas d'actualité". Tout en déclarant qu'elle "ne saurait cautionner aucun processus sans concertations participatives et consensuelles"

Pas de carte blanche



Les leaders du M5-RFP font partie de la concertation nationale.

J.O. Libreville/Gabon

La junte a promis une transition vers un pouvoir civil. Mais le problème se pose au niveau de la forme et la durée de la transition. Deux sujets donnant lieu à des frictions avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de

l'ouest (Cédéao) qui a imposé des sanctions aux nouveaux dirigeants militaires.

Ainsi, pour les militaires, le temps presse. D'ailleurs, les dirigeants ouest-africains, réclamant une "transition civile" et des élections sous 12 mois, se réunissent aujourd'hui avec le Mali en tête de l'ordre du jour. Les militaires avaient reporté le lancement de la concerta-

tion, en pleine querelle avec le Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). Car, ce dernier ulcéré de ne pas avoir été invité à la première rencontre.

Le M5-RFP, qui a canalisé l'exaspération des Maliens contre le président déchu, réclame d'être placé sur un pied d'égalité avec la junte. Il l'avait accusée de chercher à "confisquer" le changement et sa figure tutélaire, l'imam Mahmoud Dicko, a prévenu les militaires qu'ils n'avaient pas "carte blanche".

Depuis, et après s'être d'abord surtout entretenus avec les représentants étrangers pour les rassurer mais aussi demander la levée des sanctions de la Cédéao, les militaires ont reçu les représentants du M5-RFP et ceux de partis ou de syndicats. Chacun a exposé sa vision sur la transition. La junte a proposé initialement une durée de trois ans sous la conduite d'un militaire, avant de rabaisser la barre à deux ans.